

Flash info

Rachat des Jours RTT majorés et défiscalisés : LA DIRECTION DIT NON !

Rappel du contexte et des enjeux

La loi de finances rectificative adoptée par l'Assemblée Nationale et le Sénat et publiée au JO le 17 août 2022, prévoit dans son article 5 (en pièce jointe) qu'il **est possible de bénéficier, pendant 4 ans à compter de cette année, d'une défiscalisation du rachat des jours RTT pour les personnels de droit privé qui en font la demande « avec l'accord de l'employeur »**.

3 avantages pour les salariés par rapport à la liquidation du CET en argent

- Les jours rachetés par VNF ne seront pas soumis aux cotisations sociales, donc la valeur d'une journée rachetée sera supérieure à celle d'une journée liquidée du CET ;
- Les jours rachetés seront majorés de 25% par VNF sur le même principe que la 1^{ère} heure supplémentaire ;
- Les sommes découlant du rachat de ces jours (dans la limite des plafonds prévus par l'article 5 de la loi) n'entrent pas dans les revenus déclarés. Le rachat de ces jours est donc défiscalisé.

Allo ? Monsieur le directeur des ressources humaines ?

La CFDT-VNF a sollicité dès le 26 août le directeur des ressources humaines en demandant un accord de principe pour que les salariés qui souhaitaient demander le rachat de leurs jours RTT, puissent l'obtenir. Il avait répondu vouloir prendre « le temps de l'expertise » pour mesurer les impacts financiers pouvant découler d'une telle mesure. Il avait également indiqué sa réserve sur le fait que ce dispositif n'était pas étendu à l'ensemble de la population VNF c'est-à-dire aux personnels de droit public.

« Vous connaissez la chanson ? » Le DRH considérait que cela pouvait ... nuire à la communauté de travail !

Question simple / expertise longue ...

A trop expertiser, la direction avait peut-être oublié l'objet de son expertise ! Ou alors, tout simplement, elle préférait faire l'autruche pour prétexter ensuite qu'il était trop tard cette année pour la mise en œuvre de cette disposition !

N'ayant eu aucun retour, c'est au CTU privé du 12 septembre, présidé par la DRH adjointe, que les élus ont demandé l'inscription de ce sujet à l'ordre du jour.

En réponse, elle a affirmé que la direction des ressources humaines n'était pas opposée à l'application de cette disposition de la loi même si, encore une fois et à juste titre, elle regrettait le fait que cela ne soit pas étendu à tous les personnels, qu'ils soient de statut public ou privé. Elle a indiqué que même si la direction des ressources humaines donnait un accord de principe, l'arbitrage final revenait au Directeur général. De plus, elle a précisé qu'en parallèle, il faudrait établir une note de gestion pour bien cadrer le dispositif.

Le lendemain, soit le 13 septembre, lors de la réunion des délégués syndicaux avec le Directeur général, en présence également du Directeur des ressources humaines, la CFDT-VNF a demandé un arbitrage sur le rachat des jours RTT. Là encore, dans la continuité des propos tenus au CTU Privé, le DG et le DRH ont eux aussi donné leur accord de principe. **Toutefois le DRH a rappelé qu'il fallait leur laisser le délai nécessaire pour terminer leur expertise sur le coût induit par la mesure et travailler à la rédaction d'une note de gestion et d'une communication aux salariés.**



Verdict tardif et nouvelle pirouette du DRH

Alors c'est vrai, pour les plus anciens de VNF, vous vous demanderez ce qui peut encore nous surprendre ! La CFDT-VNF est attachée au respect de la parole donnée et pense que la crédibilité et la confiance des personnels en la direction générale et des ressources humaines en dépend.

Aussi, nous ne nous attendions pas à un tel revirement !

Ainsi le 4 octobre matin, le DRH a convié la CFDT-VNF dans son bureau pour un rapide point d'échange afin de l'informer de sa position finale sur le sujet de rachat des jours RTT. Il a rappelé la somme des mesures salariales mises en place par VNF pour tous les personnels de l'établissement et les difficultés que cela induisait sur la masse salariale 2022. Il a également indiqué que cette année, aucun abondement de la masse salariale de VNF ne serait fait par l'Etat et que l'établissement devrait, pour boucler son budget rectificatif présenté au Conseil d'Administration du 12 octobre, recourir à ses fonds propres sans d'ailleurs connaître la réserve existante.

Ainsi c'est 3 millions d'euros que la direction prévoit d'absorber sur la réserve de VNF pour boucler sa masse salariale cette année. Le coût total des mesures salariales pour l'ensemble des personnels représentera 10 millions d'euros sur une année pleine donc sur le budget 2023 pour lequel, là aussi, la direction n'a aucune visibilité sur ce qui sera ou pas compensé par l'Etat.

De fait, avec un flegme à toute épreuve, le DRH nous a indiqué ne pas vouloir s'engager sur un dispositif dont il n'est pas certain de pouvoir en assurer la continuité jusqu'en 2025.

Du deux poids deux mesures... On fait les comptes ?

Alors, si nous résumons : cette année la direction a mobilisé 7 millions d'euros pour toutes les mesures salariales supplémentaires dont 3 millions seront financés sur les fonds propres en réserve de l'établissement.

Sur les 7 millions de dépenses supplémentaires, 400 000 € concernent la mesure pouvoir d'achat de la NAO 2022 pour les salariés de droit privé. Le reste ne concerne que des mesures à l'attention des personnels sous statut public.

En année pleine cela représenterait 400 000 € sur 10 millions !

Précisons tout de suite que toutes ces mesures sont légitimes et que la CFDT-VNF en revendique bien d'autres pour **TOUS LES PERSONNELS** toutefois, soyons factuels :

Pour être totalement objectif, il est vrai que les salariés de droit public sont 7 fois plus nombreux mais si on fait le calcul en proratisant les sommes engagées :

« les calculs sont pas bons KEVIN ! »

Le DRH a indiqué : « ce sont les orientations et les arbitrages que la direction a décidé de retenir ». Dans ce cadre, elle n'entend pas prendre le risque de dépenser plus pour une mesure qui ne concerne que les salariés de droit privé ! Assez drôle quand on sait que cela émane d'une loi votée par le gouvernement qui, rappelons-le, a nommé le Directeur général !

Et dans la réalité, est-ce vraiment un gros surcoût pour VNF ?

- Il faut savoir que dans son budget prévisionnel, VNF intègre le coût induit pour la liquidation des CET monétisables, donc jours RTT inclus. Cette dépense doit être prévue : que les salariés fassent la demande de liquidation ou pas. La somme budgétée se calcule sur la base des compteurs CET monétisables existants, puis elle est majorée de la totalité des jours qui pourraient être placés en plus sur l'année N+1;
- Rappelons que la CFDT-VNF avait obtenu une majoration des jours placés sur le CET monétisable à hauteur de 5 jours placés par le salarié / 1 jour abondé par VNF. Cela revient donc à une valorisation des jours placés à hauteur de 20%.

Majoration VNF pour la liquidation des jours placés sur le CET : + 20%
Majoration VNF pour le rachat des jours RTT : + 25%

Dans l'absolu l'écart n'est plus que de 5%.

De plus, sachant que les sommes allouées à la liquidation des CET sont déjà intégrées dans le budget prévisionnel, que tous les salariés ne demandent pas, chaque année, la liquidation totale de leur compteur CET monétisable et enfin qu'un bon nombre de salariés utiliseront leurs RTT comme jours de repos sans en demander le rachat, cela réduit encore davantage le coût de l'application de cette disposition.

En conclusion, NON, dans l'absolu le coût n'est pas énorme pour VNF et toujours dans l'absolu, il pourrait être nul et c'est bien ce que dénonce la CFDT-VNF.

Si toutefois, celles et ceux qui n'avaient pas encore consommé en totalité leurs RTT faisaient une demande de rachat cette année alors qu'ils n'avaient pas pour habitude de placer des jours sur le CET monétisable, au regard des 7 millions mobilisés sur l'année 2022, le surcoût resterait plus que marginal.

Je ne peux rien faire et quand je le peux : je décide de ne rien faire !

- Rappelez-vous, l'inflation frôle désormais 6% !
- Rappelez-vous que pour la NAO 2022, suite à la demande de la CFDT-VNF, la direction avait convenu de défendre face aux tutelles un taux à hauteur de 5,2% c'est-à-dire 1,7% supplémentaire à l'enveloppe obtenue correspondant environ à 380 000 € de plus !
- Rappelez-vous qu'au final, les 3,5% mobilisés dans l'enveloppe NAO n'ont pas été en totalité portés pour vos augmentations de salaires mais pour toute la politique salariale des salariés de droit privé de VNF. La moyenne des augmentations générales (ancienneté comprise) est plutôt de l'ordre de 2% !
- Rappelez-vous enfin que la direction indique, chaque fois, qu'elle entend nos demandes légitimes, qu'elle se défend face aux tutelles mais qu'elle ne peut rien faire de plus !

Et maintenant, alors que cette disposition de la loi est un avantage certain pour les salariés de droit privé qui, par choix ou obligation devant l'inflation et les difficultés financières induites, décideraient de faire l'effort de renoncer à tout ou partie de leurs jours de repos :

ILS NE POURRONT PAS EN BENEFICIER PARCE QUE LA DIRECTION N'EN A PAS ENVIE !

« Ce n'est pas ce qu'on appelle mettre des paillettes dans la vie KEVIN ! »

La seule argumentation du DRH est le coût que cela pourrait induire alors qu'il y a encore quelques mois, ce même directeur défendait une enveloppe RMPP pour la NAO de 5,2%.

ET IL FAUDRAIT LE CROIRE ? Et peut-être aussi dire merci si toutefois la direction ne fermait pas la porte pour appliquer ce dispositif les années suivantes ?

Alors on fait quoi ?

Vous avez, comme chaque année, jusqu'au 30 octobre pour placer vos jours sur le CET et en demander la liquidation partielle ou totale sur la paie du mois de novembre.

D'ici là, **nous invitons tous les salariés** qui étaient potentiellement intéressés par le rachat de leurs jours RTT à **en faire la demande**. La décision revenant au DG et celui-ci n'ayant pas officialisé le fait qu'il revenait sur son accord de principe exprimé devant les délégués syndicaux :

La CFDT-VNF VOUS INVITE INDIVIDUELLEMENT à nous adresser par mail (cfdt@vnf.fr) votre demande de rachat de jours RTT avec, si vous le souhaitez, copie au directeur général et DRH. Notez bien que ces demandes doivent être individuelles donc nous vous invitons à les formaliser avant le 20 octobre 2022 en suivant le modèle de mail ci-dessous :

Objet : Demande de rachat de JRTT

Monsieur le directeur général,

La loi de finances rectificative publiée au JO le 17 août 2022 prévoit la possibilité de solliciter son employeur pour bénéficier du rachat des jours RTT à partir de cette année.

A ce titre, je vous informe de ma demande de rachat de (xx) jours RTT au titre de l'année 2022.

Je vous remercie de la suite qui sera réservée à ma demande.

Prénom Nom

La CFDT-VNF centralisera toutes vos demandes pour les transmettre à la direction mais vous pouvez aussi faire le choix d'écrire directement au DG/DRH. Cela permettra, le cas échéant, à la direction d'objectiver son refus en pouvant justifier (ou pas) d'un coût trop élevé. En toute transparence et sans fausse spéculation, elle pourra informer les salariés de ce surcoût qui, au regard des dépenses octroyées pour les personnels de droit public, jugeront le fondement de cette décision.

OU ALORS :

La direction peut toujours, si elle le souhaite, définir la date du 20 octobre 2022 comme étant la date butoir pour les demandes de cette année. Elle aura donc une visibilité exacte du surcoût induit et, souhaitons-le, revenir sur sa décision.

Dire non sur des faits, plutôt que de spéculer et de dire non pour dire non !

Si là encore, la direction refuse, vous aurez toujours la possibilité de basculer vos jours RTT sur votre CET. Ils seront moins rémunérés, vous pourrez payer des impôts supplémentaires et vous pourrez en déduire que concernant la direction, **il s'agit d'une simple position de posture vis-à-vis des salariés de droit privé.**

Refuser un réel avantage octroyé par l'Etat aux salariés dans une loi votée pour faire face à un contexte difficile : c'est de mieux en mieux !



**NE LAISSEZ PAS LE HASARD
DÉCIDER DE VOTRE AVENIR PROFESSIONNEL !
DEVEZ LE 1^{ER} DÉFENSEUR
DE VOS DROITS !**